

Voici le code HTML structuré pour votre page web : ``html

Entretien avec le Président de l'Université de Sarh

1

Fonction : Président de l'université de Sarh

Institution : Université de Sarh

Ville : SARH

Type d'Établissement : Public

Type d'interviewé : Gouvernance, stratégie institutionnelle, adéquation socio-économique et prospective

Intervieweur : DJIKOLMBAYE DJIBÉ (Osée), Consultant, Expert en Orientation et Insertion Professionnelle

Bien, comme je viens de le dire, nous allons réaliser un entretien sur les enjeux de l'orientation et de l'insertion des jeunes par rapport à leur parcours et à la manière de les aider à mieux préparer leur employabilité. Cet entretien s'inscrit dans le cadre du projet APES-

Tchad, qui vise à appuyer la professionnalisation de l'enseignement supérieur tchadien, notamment dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage.

Vous, en tant que président de l'université, je voudrais d'abord vous demander si vous pouvez me décrire votre parcours au sein de l'établissement et la nature de vos fonctions actuelles.

Au sein de l'université de Sarh, j'assume la fonction de président depuis le mois de juillet 2023. Cependant, mes relations avec l'établissement remontent à bien avant cette date. Dès les années 2014-2015, j'ai participé à la création de la filière mathématiques-physique-chimie en première année de licence (L1). J'ai également dispensé des cours de topologie générale en troisième année de licence (L3).

Ainsi, j'avais déjà une certaine familiarité avec l'université avant d'en devenir le premier responsable en juillet 2023.

Depuis lors, dès notre prise de fonction, nous avons réalisé un état des lieux pour identifier les défis majeurs auxquels l'établissement est confronté. Progressivement, nous avons mis en place des stratégies pour y remédier,

notamment dans le domaine des filières mathématiques.

La question de l'employabilité des jeunes a particulièrement retenu notre attention. Nous avons insisté sur la nécessité d'intégrer, même dans les formations généralistes, une dimension entrepreneuriale. Cette orientation s'est concrétisée l'année dernière lors des journées portes ouvertes, où un thème central a été animé par le directeur de la recherche et de la coopération, spécialiste en entrepreneuriat. Une formation dédiée aux étudiants a également été organisée.

Nous avons également invité des entrepreneurs locaux ayant réussi dans divers secteurs économiques à partager leurs expériences avec les étudiants. Il s'agissait de ce que nous avons qualifié de partage d'expériences.

Vous mentionnez les stratégies et les défis. Quels sont, selon vous, les défis qui mobilisent aujourd'hui votre attention, en particulier ceux qui concernent l'orientation et l'insertion professionnelle des étudiants ?

Les défis sont nombreux. Commençons par les défis financiers. Notre université traverse une situation difficile, avec des arriérés accumulés sur une dizaine d'années. Parallèlement, les

charges ont augmenté en raison de l'accroissement des effectifs étudiants et du personnel, tandis que les subventions de l'État restent insuffisantes. C'est un défi majeur.

Par ailleurs, en tant qu'institution académique, nous avons placé de grands espoirs dans la faculté des sciences agronomiques. Il est important de rappeler que l'université de Sarh est née de la transformation des centres de l'Institut des sciences agronomiques et de l'environnement, créé en 1997 et opérationnalisé en 2000. Étant la première institution dans ce domaine au Tchad, nous avons décidé de faire de cette faculté un pôle d'excellence, non seulement au niveau national, mais aussi sous-régional.

Les atouts de cette faculté sont nombreux. Elle a bénéficié, dès sa création, d'un soutien important de partenaires techniques et financiers intéressés par l'agronomie et l'environnement. Cela a permis de développer des axes de recherche bien structurés dans ces domaines. Notre ambition est donc de faire de cette faculté un leader national.

Cependant, nous avons constaté une faiblesse majeure : le tissu économique local est très faible. Cette faiblesse limite nos ambitions, notamment en matière de collaboration avec les entreprises et le monde socio-économique. Les défis sont donc immenses.

Mais concrètement, quelles actions sont envisageables aujourd'hui ?

J'aimerais maintenant vous interroger sur l'existence éventuelle d'un dispositif, formel ou informel, chargé de l'orientation et de l'insertion professionnelle. Vous avez évoqué le défi de l'employabilité dès votre arrivée. Existe-t-il, au sein de l'université ou de la faculté d'agronomie, une structure dédiée à l'orientation et à l'insertion des jeunes pour les aider à clarifier leur parcours et à rechercher un emploi ?

Effectivement, avant notre arrivée, un incubateur d'entreprises existait au sein de la faculté des sciences agronomiques et de l'environnement. Cependant, il n'était pas dynamique. Nous avons donc décidé de le redynamiser.

Notre ambition est de doter l'université de Sarh de tous les documents de politique nécessaires à une institution d'enseignement supérieur, tels que des notes et des procédures. Ces éléments ont été intégrés dans notre plan stratégique de développement, actuellement en cours de finalisation. Nous travaillons sur ce plan depuis au moins un an, en parallèle avec l'élaboration d'un manuel de procédures. Nous avons

sollicité l'appui d'un expert renommé, le professeur Dens Togbaï, basé à Dakar. De nationalité tchadienne, il a mené une grande partie de sa carrière au Sénégal et est une référence en Afrique de l'Ouest. Il a notamment contribué à la mise en place des écoles doctorales dans le cadre de l'initiative PAES-Tchad, dont nous étions responsables.

Il a également participé à l'élaboration du plan stratégique de développement de l'université de N'Djamena. S'appuyant sur ces expériences, le travail est actuellement mené de manière interactive, avec sa participation à distance. Deux grandes commissions ont été mises en place pour finaliser ces documents. Le travail est attendu sous peu, et un atelier de validation est prévu dans moins d'un mois. Il est certain que les stratégies de professionnalisation seront prises en compte dans les documents qui seront adoptés d'ici là.

Selon vous, quel serait votre avis sur la mise en place d'une cellule dédiée à l'orientation des jeunes, si cette initiative venait à se concrétiser ?

Je suis naturellement très favorable à cette idée, car elle arrive à point nommé. D'ailleurs, cela s'inscrit dans la philosophie du système LMD, souvent négligée par nos institutions.

C'est une excellente initiative pour renforcer la mise en œuvre du système LMD au sein de notre université.

Comme nous l'avons évoqué précédemment, le chômage des jeunes diplômés est un problème majeur au niveau national. Nous avons déjà souligné la nécessité de changer de paradigme et de promouvoir l'auto-employabilité. Les jeunes ne doivent pas se limiter à la recherche d'un emploi dans la fonction publique, mais explorer d'autres opportunités, notamment dans les ONG, les entreprises ou à l'étranger.

Quelles ressources seraient nécessaires pour mettre en place ce cadre dans votre établissement ?

Dès cette année, nous avons lancé des actions concrètes. Nous avons notamment créé des filières de formation de courte durée. Pour commencer, nous avons mis l'accent sur l'entrepreneuriat agricole.

Sur le plan des ressources humaines, nous ne manquons pas de personnel qualifié. Cependant, notre principal défi reste matériel : les équipements et les conditions de travail. Aujourd'hui, l'usage des outils numériques est indispensable. Nous manquons cruellement

d'un environnement numérique de travail adapté.

Il est également essentiel de valoriser nos formations et nos apprenants. Cela implique de mettre les enseignants dans les meilleures conditions possibles. Nous avons besoin d'équipements, de laboratoires pédagogiques aux normes et fonctionnels.

Notre financement repose en grande partie sur les recettes propres de l'université, car les subventions de l'État ne couvrent même pas les salaires du personnel. Cela nous place en situation de déficit chaque année au niveau du Trésor public. Nos recettes propres, bien que non négligeables, ne sont pas suffisantes pour nous permettre de nous équiper correctement.

Abordons maintenant la question de l'adéquation entre les programmes de formation et les défis de développement, en particulier dans les zones rurales.

À l'université de Sarh, nous proposons des filières généralistes, mais la faculté des sciences agronomiques, et dans une moindre mesure la faculté des sciences techniques, jouent pleinement leur rôle. Nous sommes régulièrement sollicités par des ONG œuvrant dans le domaine du développement rural. Notre

contribution principale consiste à former des ressources humaines et à offrir des formations continues aux paysans.

Par exemple, nous avons mené de nombreux ateliers dans le domaine du greffage. Nous avons également un projet en cours avec Sodefica, un projet suisse qui se déroule très bien. Initialement, le volet recherche était confié à des universités gabonaises, mais après un an de collaboration, ils ont décidé de rapatrier tous les projets concernant le Tchad, notamment ceux concernant les provinces du Mandoul, du Moïchari et de l'Ogooué-Oriental. Ces projets se déroulent désormais à Sarh. Nous participons régulièrement à des formations, par exemple celles organisées par le Fonds national d'appui à la production agricole (Fonap), qui incluent des volets de formation destinés au monde rural. Ces formations sont assurées par d'anciens chercheurs de notre université.

Nous avons également un projet destiné aux populations rurales. Il ne s'agit pas de formations destinées à des personnes hautement qualifiées, mais de formations pratiques. Je pense que nous sommes de plus en plus sollicités, et nous intervenons déjà de manière significative. Cependant, il est nécessaire d'intensifier ces efforts dans tous les départements de la province.

Vous avez évoqué la création d'une cellule autonome d'aide à l'orientation des étudiants. Quelles réflexions vous inspire ce projet ?

Je pense que c'est une excellente initiative, et il est essentiel qu'elle soit formalisée. Jusqu'à présent, nos enseignants sont sollicités individuellement par des ONG pour des missions d'orientation et d'insertion, mais de manière informelle. Si une telle structure existait avec le label de l'université, elle bénéficierait d'une crédibilité accrue. Cela assurerait également sa durabilité et contribuerait au développement de notre institution.

De plus, cela donnerait une visibilité aux efforts de l'enseignement supérieur tchadien pour contribuer au développement du pays. La vocation même de notre ministère est de former des ressources humaines qualifiées et de participer à des projets de développement. La création d'universités dans les provinces vise précisément à accompagner le développement local grâce à l'expertise universitaire.

Nous menons déjà des actions dans ce sens. La mise en place d'une cellule dédiée à l'orientation et à l'insertion serait donc une avancée majeure.

Cependant, la création d'une telle structure peut rencontrer des obstacles. Quels sont les facteurs administratifs ou budgétaires qui pourraient entraver son fonctionnement durable ?

Sur le plan administratif, nous renforçons l'application des textes existants. Les textes sont généralement bien élaborés, mais leur mise en œuvre reste un défi. Comme je l'ai mentionné précédemment, notre plan stratégique de développement inclut un manuel de procédures qui permettra de résoudre les problèmes administratifs.

Le principal obstacle reste cependant le budget. Vous savez que notre université est située en dehors de la ville. Nous avons besoin de ressources énergétiques stables, ce qui nécessite des financements importants. Comme je l'ai déjà souligné, nous manquons d'un environnement numérique de travail adapté.

Il est également nécessaire de créer des conditions propices au travail, notamment pour les enseignants et les apprenants. Cela implique de disposer de moyens de restauration sur le campus, ainsi que d'infrastructures de loisirs, telles que des espaces sportifs. Nous avons déjà élaboré un grand projet dans ce domaine, mais sa

réalisation nécessite des financements et des infrastructures.

Pour revenir à un point que vous avez soulevé concernant la connectivité de l'université avec les partenaires, vous avez mentionné votre collaboration avec Sodefica. Pouvez-vous nous en dire plus sur cette collaboration et sur la manière dont elle s'articule avec les autres acteurs locaux ?

Sodefica est une ONG basée à Koumra, la capitale de la province du Mandoul. Leur projet actuel porte sur l'arbre à karité, depuis la création de pépinières jusqu'à l'exploitation et la productivité de cet arbre.

Nous collaborons également avec d'autres ONG, comme Letchad, qui intervient dans la province du Mandoul. Leur projet a débuté, mais ils ont rapidement identifié un manque : la nécessité de collaborer avec l'université, qui dispose d'une expertise reconnue en agronomie. Nous avons donc signé une convention, qui a été transmise au financement canadien Psy-Synfinancement et en collaboration avec l'université Laval. Nous attendons désormais leur retour pour relancer les activités ensemble.

Par le passé, de nombreuses collaborations se sont affaiblies, mais nous cherchons désormais à les réactualiser. Cependant, le tissu économique local reste très faible. Lorsque nous approchons les entreprises locales, nous rencontrons de nombreuses difficultés.

Ainsi, la formalisation de nos collaborations avec les ONG et les entreprises pourrait apporter une contribution substantielle au fonctionnement de l'établissement et à l'employabilité des jeunes. C'est précisément l'objectif de la mise en place de cette cellule.

Ce serait effectivement intéressant de disposer des coordonnées de ces partenaires pour envisager l'intégration de ces ONG dans la future cellule officielle et institutionnelle. Comme je l'ai mentionné en introduction, il est essentiel d'impliquer davantage le monde socio-économique dans le fonctionnement de l'établissement et dans l'accompagnement des jeunes vers l'employabilité.

Vous avez déjà une expertise et une bonne collaboration avec les ONG et les entreprises locales, et vous avez même signé des conventions. Nous pouvons, de notre côté, solliciter davantage ces acteurs pour qu'ils intègrent cette dimension d'accompagnement, d'orientation et d'insertion, qui deviendrait ainsi une propriété de l'institution. Je pense que cela

permettrait de mutualiser les efforts et la collaboration.

C'est une excellente idée, et je souhaiterais qu'à l'issue de notre entretien, nous puissions échanger avec le directeur de la recherche et de la coopération, avec qui nous avons identifié les ONG avec lesquelles nous collaborons activement. Vous pourrez ainsi obtenir leurs coordonnées.

Il y a également eu plusieurs tentatives de collaboration avec la CST, la plus grande entreprise de la région. Un projet de convention avait même été élaboré, mais il n'a jamais été validé. Nous prévoyons donc de reprendre contact avec eux pour actualiser ce projet et le rendre opérationnel. Cependant, nous collaborons déjà avec la CST, notamment en accueillant chaque année des étudiants en stage pratique. La CST absorbe d'ailleurs certains de nos étudiants. De plus, l'entreprise nous aide à entretenir nos espaces verts, car notre campus s'étend sur 150 hectares. Récemment, nous les avons sollicités pour installer des dos d'âne afin de limiter les excès de vitesse sur la route qui traverse notre campus et mène à la CST, où de nombreux accidents de véhicules se produisent.

Je vous remercie pour ce riche moment d'entretien. Je ferai un retour à l'institution, au ministère et à l'ambassade pour rendre compte du travail réalisé. Vous recevrez prochainement la visite de la mission de la coopération pour formaliser le travail que je mène en amont.

Merci pour le temps que vous m'avez accordé.

Merci, merci. Bonne continuation.

Bonne continuation.